

INTERCOMMUNALITÉ

Paris Métropole monte en puissance

Lancement d'un « comité des partenaires » présidé par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) ; adhésions en rafale des maires de droite ; nouvelles prérogatives dans le chantier du Grand Paris... : après plusieurs mois de travail dans l'ombre, le syndicat d'étude francilien Paris Métropole prend ces jours-ci de l'envergure. Difficile, désormais, comme le faisaient certains de ses détracteurs, de le résumer à une simple assemblée « rouge-rose » d'édiles de la petite couronne. Cet après-midi, de nombreuses entreprises et institutions (Orange, RATP, ADP, chambres consulaires...) vont à leur tour s'associer à l'initiative lancée par Bertrand Delanoë en 2006. *« Paris est l'une des marques les plus connues au monde, mais cela n'a plus de sens économiquement de se limiter à la ville intramuros. On ne peut plus raisonner autrement qu'en termes de métropole. Toutes les grandes villes dans le monde ont d'ailleurs, à côté des édiles locaux, une structure, qui est là pour jouer les aiguillons en matière de développement économique »*, explique Pierre Simon, le président de la CCIP.

La semaine dernière, c'est le landernau politique qui s'est intéressé de près à Paris Métropole. Les édiles UMP et Nouveau Centre, qui n'étaient jusqu'ici qu'une poignée (sur 110 maires) ont été rejoints par

une trentaine de leurs condisciples (dont Boulogne-Billancourt, Issy-les-Moulineaux, Le Bourget, Lesigny, Meudon, Sèvres, Vanves...).

Signal d'apaisement à gauche

Côté départements, les Yvelines s'interrogent encore, mais les Hauts-de-Seine ont franchi le pas. L'adhésion du fief de Patrick Devedjian - qui y était pourtant opposé au point d'avoir créé une structure rivale - sonne comme un signal d'apaisement à la gauche. *« Il y a eu une période de neutralisation liée aux élections régionales, mais la récente rencontre entre Nicolas Sarkozy, Bertrand Delanoë et Jean-Paul Huchon a débloqué des choses »*, explique Jean-Yves Le Bouillonnet, le président (PS) de Paris Métropole.

Les élus de la majorité ont d'autant plus intérêt à y figurer que le syndicat, doté d'une présidence tournante, sera piloté par la droite à l'automne. Au moment même où reviendra sur la table le chantier crucial du Grand Paris. S'il n'est pas question, pour Patrick Devedjian, de laisser le syndicat « gouverner » le Grand Paris, Paris Métropole pourrait avoir sa place au conseil de surveillance. Ce dernier donnera en outre son avis sur les contrats territoriaux qui lieront l'Etat et les collectivités franciliennes, et le tracé de la future boucle de métro.

LAURENCE ALBERT

TÉLÉGRAMME

AP-HP. Raoul Briet a été élu hier président du conseil de surveillance des Hôpitaux de Paris face à l'adjoint au maire Jean-Marie le Guen. La loi Bachelot de 2009 prévoit que le maire ne préside plus automatiquement ce conseil, chargé de se prononcer sur la stratégie de l'hôpital, mais il s'agit d'une première application. Raoul Briet est président du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.